

Convention collective

IDCC : 8532. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(BRETAGNE)**

(13 juin 1991)

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,
Journal officiel du 31 décembre 1991)

AVENANT N° 40 DU 9 JUIN 2009

NOR : *AGRS0997108M*

IDCC : 8532

Entre :

Les entrepreneurs des territoires, fédération Bretagne ;
Le SDETARF des Côtes-d'Armor,

D'une part, et

L'union régionale FGA CFDT ;
L'union régionale CFTC ;
L'union régionale CFE-CGC ;
La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

1.1. Le titre du paragraphe A « Durée normale du travail et temps de travail effectif » est modifié et devient « Durée normale du travail ».

1.2. Le 3^e alinéa du paragraphe A « Durée normale du travail et temps de travail effectif » de l'article 28 est supprimé.

Article 2

L'article 32 est modifié comme suit :

2.1. Le 3^e alinéa de l'article 32 est supprimé.

2.2. Les dispositions relatives au contrat de travail intermittent sont supprimées.

Article 3

L'article 44 est modifié comme suit :

« Le salarié qui est licencié alors qu'il compte 1 an d'ancienneté ininterrompue au sein de l'entreprise a droit, sauf faute grave, à une indemnité de licenciement calculée ainsi :

- moins de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté ;
- à partir de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté plus 2/15 de mois par année d'ancienneté.

Dans tous les cas, le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aura été versée au salarié pendant cette période ne sera prise en compte que dans la limite d'un montant calculé *pro rata temporis*.

Les mois de service accomplis au-delà des années pleines doivent être pris en compte proportionnellement.

Cette indemnité de licenciement ne se cumule pas avec toute autre indemnité de même nature. »

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Loudéac, le 9 juin 2009.

(Suivent les signatures.)